

Coopérative intégrale, un autre système

A l'heure de la mondialisation, comment faire le lien entre la volonté de changement de paradigme et le passage à l'action ?



Les projets concrets de création d'alternatives ont tendance à s'occuper de domaines limités ou d'agir à (très) petite échelle. Rares sont les projets qui cherchent de véritables alternatives globales au système économique et politique actuel. C'est pourtant le pari que font de nombreux acteurs au sein de la « coopérative intégrale catalane », un projet collectif et citoyen d'envergure.

Une idée nouvelle : les coopératives intégrales.

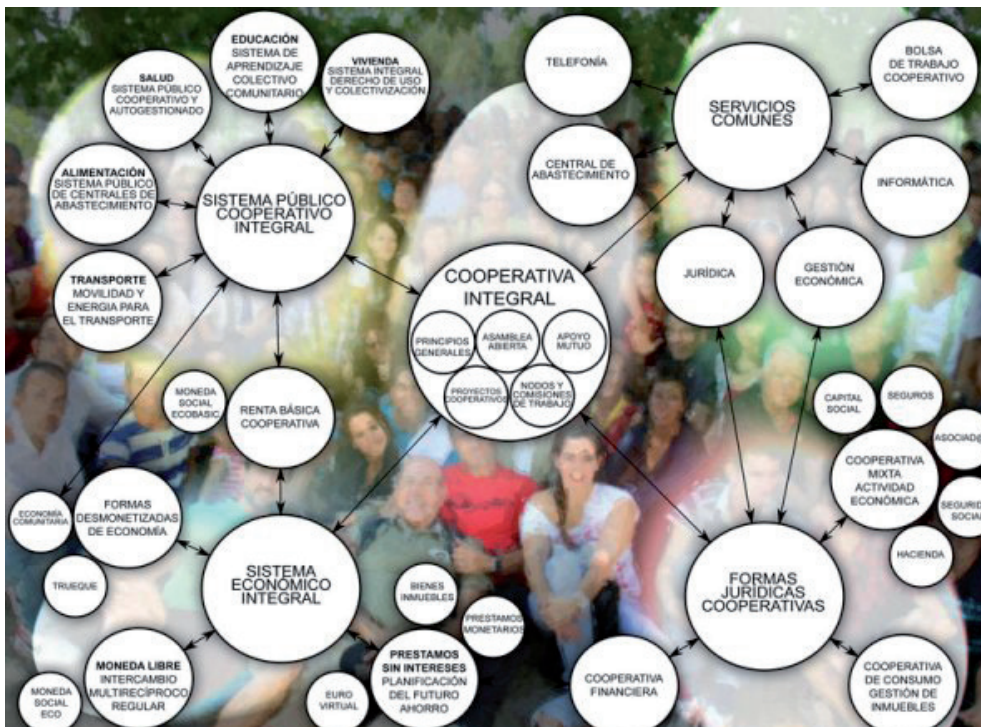
La première référence au modèle de coopérative intégrale apparaît en 2009, dans la publication massive « Podemos » (« Nous pouvons », voir cadre). Depuis, l'idée a été fortement développée et diffusée, et plusieurs initiatives de ce type ont vu le jour.

L'idée est relativement simple : créer un vaste réseau d'initiatives, de projets concrets et d'entreprises solidaires qui reprendraient l'ensemble des éléments basiques d'une économie : la production, la consommation, le financement... En articulant coopératives, monnaies sociales, auto-emploi et action collective, le but est de créer un espace de « relations économiques coopératives et solidaires entre personnes et acteurs économiques, qui puissent sortir des règles du marché et qui ne soient pas contrôlés par l'Etat ». Comme nous l'explique Enric Durán, un des fondateurs de la CIC, le but est de « créer une pratique concrète de comment nous souhaiterions que fonctionnent les choses, mais appliquée à toutes les dimensions de nos vies ». A long terme, l'objectif est de mettre

en place les bases d'une société alternative, hors du capitalisme, avec son propre système de sécurité et de protection sociale pour garantir les nécessités de base de tout individu.

Une structure décentralisée et autogérée

Si l'idée est relativement simple, elle s'incarne dans une structure plus complexe, qui repose sur l'idée d'autogestion et d'auto-organisation individuelle et collective et sur la connexion en réseau de l'ensemble des acteurs. Le réseau comporte ainsi différents espaces d'auto-organisation selon le territoire d'action du projet. Les projets autonomes sont des initiatives qui réalisent une activité concrète, comme les initiatives de vie collective, des activités productives (agricoles, industrielles, post-industrielles) et non productives (d'éducation libre ou de santé par exemple). Les noyaux d'autogestion locale -ou coopératives intégrales locales- sont des espaces d'interaction basé sur la proximité, où des initiatives interagissent avec un haut degré de confiance. Cela peut prendre place dans un quartier, un village... A une échelle plus large, se trouvent les réseaux d'autogestion bio-régionale (une commune, une vallée...). Là se mettent en relations les différentes composantes du réseau. C'est un niveau économiquement plus structuré et autonome, où se développe souvent une monnaie sociale propre. Le niveau de la coopérative in-



tégrale est avant tout un cadre de référence et de coordination où se créent des moyens collaboratifs et collectifs pour favoriser et connecter les processus locaux. Cela va d'outils juridiques, comme la création de coopératives, à des outils informatiques ou financiers.

Les coopératives comme outils collectifs pour protéger l'autogestion devant la loi

Une des clés du système est d'utiliser, au niveau le plus large possible, c'est-à-dire celui de la coopérative intégrale dans son ensemble, des coopératives comme instruments collectifs. « Alors que, généralement, une coopérative c'est une entreprise en soi, dans notre cas nous la concevons comme un outil collectif, qui est à la disposition de tous, afin de pouvoir développer des activités », explique Gorka, qui s'occupe de la communication. Comme l'explique « Rebelaos » (une publication massive liée à la CIC), le travail administratif est ainsi fortement diminué, tout en permettant à de nombreuses activités de se développer avec une couverture légale.

Une de ces « coopératives-outil », par exemple, permet à plus de 200 activités de facturer en son nom lorsqu'elles réalisent des activités vers l'extérieur. Ainsi, des acteurs individuels devi-

ennent membres de la coopérative et utilisent celle-ci pour facturer vers l'extérieur, ce qui leur évite de devoir se lancer comme indépendant. Ils échappent de plus en grande partie à l'impôt. Une autre coopérative cherche à acquérir des bâtiments (dons, achats à prix moindre que le marché, location...) afin d'en faire des projets sociaux ou pour lutter contre les expropriations bancaires. Une troisième, CASX, est une coopérative de financement sans intérêt.

La participation de tous au cœur du processus

L'ensemble de l'organisation, que ce soit au niveau local ou général, est basé sur l'idée de la participation de tous. Les décisions sont prises de manière décentralisée et autonomes, par des assemblées ouvertes à tous (coopérateurs ou non) et où le consentement est la règle en vigueur. Les décisions qui concernent toute la coopérative intégrale sont débattues lors d'assemblées générales.

Des commissions de travail (communication, économique, légale, coordination...) et des groupes thématiques (éducation, santé, alimentation, énergie, transport...) permettent de mettre en œuvre les décisions des assemblées et d'impulser de nouveaux projets.

L'insolvabilité comme outil

L'insolvabilité est la situation où les créanciers d'une personne ne peuvent lui demander de payer car celle-ci n'a pas de possession économique. L'état ne pouvant sanctionner la personne par des amendes, l'insolvabilité peut devenir un moyen pour sortir du système. Au sein de la CIC, l'insolvabilité est pensée comme un outil de transformation sociale. Les personnes insolvable peuvent mener de nombreuses actions sans risque de sanction économique : action de désobéissance civile, donner son nom comme responsable de manifestation ou d'occupation (et donc récolter les amendes), ne plus payer les transports publics ou des hypothèques... L'idée est de distinguer clairement le fait d'être insolvable du fait d'être exclu socialement. Couplées avec l'idée de coopérative intégrale, de nombreuses possibilités existent pour mener une vie décente tout en étant insolvable : faire don de ses possessions (maison, ...) à une coopérative qui peut en céder l'usage à la personne, auto-emploi fonctionnant au sein de la coopérative intégrale (en monnaie sociale), monter une coopérative, le capital y étant collectif, etc.

Une transition en marche

Pour le moment, la coopérative intégrale catalane fédère déjà de nombreux coopérateurs, à titre individuel ou collectif. Entre deux et trois mille personnes sont actifs, directement ou indirectement, au sein du réseau créé par la coopérative. Au sein de ce réseau, les échanges économiques peuvent se faire en euros, mais les monnaies sociales, le troc ou

Un robin des bois moderne

Dans les acteurs à l'initiative du projet, on trouve Enric Duran. Militant de la décroissance, il est devenu célèbre en 2008, lorsqu'il annonce avoir escroqué près d'un demi-million d'euros à plusieurs banques et institutions financières dans le but de dénoncer les dérives du système bancaire. Il a en effet contracté une série d'emprunts, sans qu'aucune banque ne vérifie rien, pour ensuite déclarer qu'il ne rembourserait pas cette somme. L'ensemble de l'argent détourné a servi à financer des mouvements sociaux et des projets anticapitalistes, notamment différentes publications diffusées à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires : Crisis, Podemos (vivre sans capitalisme). Dans cette dernière sont proposées de nombreuses alternatives concrètes pour sortir du capitalisme, dont, pour la première fois, l'idée de créer des « coopératives intégrales ». Libéré après quelques mois de prison, Enric se consacre actuellement à développer la coopérative intégrale catalane et à en diffuser l'idée.

ou la gratuité sont encouragés. Ainsi, à Aurea Social, un espace collectivisé par la coopérative intégrale, il est possible d'avoir accès à une consultation dentaire ou à une thérapie de médecine alternative payable en légumes, de suivre des formations diverses gratuitement ou encore de prendre un repas dans la cuisine collective et autogérée en payant avec des écos, une monnaie sociale catalane.

Bien sur, la coopérative intégrale catalane est en pleine construction. Comme le rappellent de nombreux acteurs, il s'agit d'un processus de long terme. L'ambition étant de couvrir l'ensemble des domaines de la vie humaine, les projets sont nombreux et multidirectionnels. En ce qui concerne la santé, un système de santé holistique autogéré est en création, avec l'ouverture d'un premier centre de santé à Aurea Social. Au niveau de l'éducation, des espaces d'apprentissage collectif sont ouverts et plusieurs projets d'éducation libre sont en création.

Dans le domaine du logement, se développent actuellement un réseau d'hébergement coopératif, une coopérative de logement sociaux, etc.

L'approvisionnement collectif commence à exister dans le domaine de

l'alimentation écologique et vise à s'étendre à d'autres domaines. Plusieurs réseaux régionaux disposent de centres d'approvisionnement en produits écologiques et locaux.

Dans d'autres domaines ou dans certaines régions, peu ou aucun projet ne se sont encore développés. Ainsi, le travail reste énorme et, malgré le foisonnement de projets et d'initiatives, le chemin est encore long pour concrétiser la proposition holistique que porte cette nouvelle manière de faire.

Edith Wustefeld et Johan Verhoeven

CC. Licence Creative Commons



Ca Pafou, un projet de logements et d'activités post-industrielles promu par la CIC.